

Des députés réclament un vrai ministère des Outre-mer

ÉCRIT PAR LECOURRIERDEGAUDELOUPE.COM / LA RÉDACTION

12 septembre 2024



Les élus d'Outre-mer expriment une vive préoccupation quant à la situation actuelle de la France privée depuis deux mois de gouvernement. Ils soulignent l'urgence de nommer un ministre de plein exercice capable de répondre aux défis croissants auxquels sont confrontés les territoires d'Outre-mer.

Le député apparenté PS de Guadeloupe, Élie Califer, a adressé une lettre à Michel Barnier le 9 septembre, soulignant que « l'Outre-mer, ce cœur battant de la France, mérite une attention particulière ». Il alerte sur l'« urgence singulière » des territoires d'Outre-mer, souvent isolés et laissés en retrait quant aux priorités retenues par l'État.

Depuis l'accession d'Emmanuel Macron à la présidence en 2017, le ministère des Outre-mer a connu une instabilité notable, avec six ministres et ministres délégués se succédant en moins de sept ans. Actuellement, Marie Guévenoux (photo ci-dessus, floue au premier plan), en poste depuis février 2024, pourrait céder sa place au profit d'un nouveau ministre, dont la nomination pourrait intervenir la semaine prochaine, selon le calendrier annoncé par le Premier ministre nommé le 5 septembre.

Économie, flux migratoires, autonomie

Les Outre-mer, qui comptent 2,8 millions d'habitants et abritent 80 % de la biodiversité française, constituent une partie essentielle de la puissance maritime mondiale de la France. Malgré cela, les difficultés rencontrées par ces territoires continuent de s'amplifier, que ce soit en matière de relance économique ou d'insuffisance des infrastructures sanitaires, des problématiques souvent sous-estimées ces dernières années, comme l'a souligné le député socialiste.

En Martinique et en Guadeloupe, la vie chère reste une source de mécontentement qui alimente le chaudron de la contestation de masse. Les prix alimentaires y sont toujours jusqu'à 2,5 fois plus élevés qu'en France hexagonale. Dans le Pacifique, la Nouvelle-Calédonie est en proie à des violences inédites depuis les quasi-guerres civiles des années 1980, laissant son tissu économique en ruine. À Mayotte, dans l'océan indien, les tensions liées aux opérations contre l'immigration illégale, l'habitat insalubre et les pénuries d'eau rendent le quotidien des habitants invivable.

Les députés Davy Rimane (groupe GDR, communistes et ultramarins) et Christian Baptiste (apparenté socialiste) expriment une « inquiétude grandissante » quant à la place des territoires ultramarins dans les priorités de l'État. Ils soulignent que la politique d'austérité et l'inflation exacerbent les tensions économiques et sociales déjà présentes dans ces

territoires. Leur courrier commun à Michel Barnier met en avant la nécessité d'un retour à un ministère de plein droit, supprimé à l'été 2022 sous le gouvernement II d'Élisabeth Borne, lorsque le ministère des Outre-mer avait été rattaché au ministère de l'Intérieur.

Lætitia Malet, déléguée générale adjointe à l'Association des communes et collectivités d'Outre-mer (ACCDOM), déplore l'immobilisme causé par la séquence électorale de juin, la dissolution et les atermoiements qui ont suivi. Elle constate que « tout est à l'arrêt » et que les annulations de réunions exacerbent les retards accumulés.

Le manque de compréhension des spécificités Outre-mer par ceux qui prennent les décisions est également pointé du doigt. Lætitia Malet évoque une « grande misère » liée à l'« acculturation » des décideurs vis-à-vis des réalités des territoires ultramarins.

Pour répondre à ces défis, les députés espèrent que le gouvernement Barnier optera pour un retour à un ministère de plein exercice. Ils estiment qu'un plein ministre, qui participe aux Conseils des ministres, dispose d'une voix plus influente dans les arbitrages internes du gouvernement, et pèse plus directement dans les décisions stratégiques, ce qui confère la visibilité politique et institutionnelle due à l'Outre-mer.

Ce plein ministère faciliterait selon eux les échanges et les avancées politiques entre le local et le national. Ils soulignent que la situation budgétaire nationale ne doit pas conduire à une nouvelle négligence des Outre-mer, mais plutôt à une prise en compte des leçons des expériences passées.